

RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 03145
Numéro SIREN : 409 869 708
Nom ou dénomination : ACOEM France

Ce dépôt a été enregistré le 09/10/2020 sous le numéro de dépôt B2020/033470

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

Date : 09/10/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/033470**
n° de gestion : **1996B03145**
n° SIREN : **409 869 708 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 09/10/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

ACOEM France
200 Chemin des Ormeaux 69760 LIMONEST

date de clôture : 31/03/2020

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels





ACOEM FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

MAZARS

SIEGE SOCIAL : LE PREMIUM - 131, BOULEVARD STALINGRAD - 69624 VILLEURBANNE CEDEX
TEL : +33 (0) 4 26 84 52 52 - FAX : +33 (0) 4 26 84 52 59

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE LYON
ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
CAPITAL DE 5.986.008 EUROS - RCS LYON 351 497 649

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 7.331.298 €

Siège social : 200 Chemin des Ormeaux 69760 LIMONEST

R.C.S : LYON 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué en annexe dans le paragraphe « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats de longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 juillet 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 15 septembre 2020

Le commissaire aux comptes

MAZARS



Paul-Armel JUNNE

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/03/2020	Net 31/03/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	446 073	446 073		
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	3 035 302	2 887 514	147 788	317 267
Fonds commercial (1)	2 721 151	1 592 472	1 128 678	1 128 678
Autres immobilisations incorporelles	3 500		3 500	2 975
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 856	7 856		
Constructions	198 804	95 652	103 152	717 306
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 908 674	3 605 966	302 709	501 717
Autres immobilisations corporelles	1 463 379	1 329 854	133 525	225 328
Immobilisations corporelles en cours	6 146		6 146	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	1 150		1 150	2 615 987
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	754 273		754 273	807 675
Autres immobilisations financières	102 495		102 495	41 057
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 648 802	9 965 386	2 683 416	6 357 990
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	2 176 936	583 756	1 593 179	2 059 115
En-cours de production (biens et services)	467 670		467 670	394 473
Produits intermédiaires et finis	1 379 365	400 803	978 562	1 394 734
Marchandises	583 260	255 104	328 156	446 871
Avances et acomptes versés sur commandes	36 039		36 039	112 280
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	15 962 738	3 847 113	12 115 625	14 086 008
Autres créances	9 555 064		9 555 064	9 523 265
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	4 281 727		4 281 727	7 809 688
Charges constatées d'avance (3)	553 828		553 828	769 267
TOTAL ACTIF CIRCULANT	34 996 627	5 086 777	29 909 850	36 595 701
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	20 091		20 091	26 473
TOTAL GENERAL	47 665 520	15 052 163	32 613 357	42 980 164
(1) Dont droit au bail			58 429	58 429
(2) Dont à moins d'un an (brut)			11 616	
(3) Dont à plus d'un an (brut)			7 000 000	

	31/3/2020	31/3/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	7 331 298	7 331 298
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 216 625	1 216 625
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	733 129	733 129
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	654 940	7 305 664
Autres réserves		
Report à nouveau	31 338	31 338
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 664 356	2 874 105
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	227 246	113 623
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12 858 932	19 605 782
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	38 966	38 966
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	38 966	38 966
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 268 854	584 567
Provisions pour charges	2 005 176	1 999 304
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 274 030	2 583 871
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	118 125	316 875
Emprunts et dettes financières diverses (3)	282 623	2 869
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	569 422	241 606
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 076 253	7 814 119
Dettes fiscales et sociales	6 801 352	7 881 988
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 244	2 849 421
Produits constatés d'avance (1)	1 562 090	1 634 602
TOTAL DETTES	16 424 109	20 741 480
Ecart de conversion passif	17 321	10 066
TOTAL GENERAL	32 613 357	42 980 164
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 137 487	20 381 748
(1) Dont à moins d'un an (a)	15 060 258	118 125
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/3/2020	31/3/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	1 400 851	1 053 192	2 454 043	2 462 555
Production vendue (biens)	7 487 230	14 939 916	22 427 146	23 638 316
Production vendue (services)	12 787 464	2 264 262	15 051 726	14 556 255
Chiffre d'affaires net	21 675 544	18 257 370	39 932 914	40 657 126
Production stockée			-283 090	47 810
Production immobilisée			33 954	65 820
Subventions d'exploitation			233 017	44 413
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			217 888	1 230 054
Autres produits			2 025 315	708 202
Total produits d'exploitation (I)			42 159 998	42 753 425
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			1 852 566	2 211 709
Variations de stock			118 386	188 483
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 397 817	6 210 982
Variations de stock			330 280	-489 727
Autres achats et charges externes (a)			14 021 928	10 687 358
Impôts, taxes et versements assimilés			954 958	1 012 483
Salaires et traitements			11 572 483	13 237 357
Charges sociales			6 106 412	6 669 913
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			594 107	680 916
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			561 982	274 101
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			768 115	287 009
Autres charges			165 065	158 966
Total charges d'exploitation (II)			41 444 099	41 129 550
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			715 899	1 623 875
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			69 379	84 397
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			52 710	58 940
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			26 473	3 015
Différences positives de change			43 761	127 020
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			192 323	273 372
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			20 091	26 473
Intérêts et charges assimilées (4)			40	3 702
Différences négatives de change			109 005	127 263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			129 136	157 438
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			63 187	115 934
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			779 086	1 739 808

Compte de résultat (suite)

	31/3/2020	31/3/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	20 539	
Sur opérations en capital	5 456 781	107 804
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	5 477 320	107 805
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 381 994	112 944
	113 623	113 623
Total charges exceptionnelles (VIII)	3 495 617	226 567
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	1 981 703	-118 763
Participation des salariés aux résultats (IX)	383 579	
Impôts sur les bénéfices (X)	-287 147	
		-1 253 059
Total des produits (I+III+V+VII)	47 829 641	43 134 601
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	45 165 285	40 260 496
BENEFICE OU PERTE	2 664 356	2 874 105
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	90 989	81 771
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	99 184	151 357
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2020, dont le total est de 32 613 357 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 664 356 Euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 31/03/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au cours de cet exercice sont survenus les événements suivants :

- la société Acoem France a cédé la totalité des titres de participations qu'elle détenait sur la société Métravib Defence au profit de sa société mère, Acoem Group.
- La société Acoem France a cédé un bien immobilier situé sur la commune de Limonest (69 - Rhône).

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.03.2020 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2018-07 du 10 décembre 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31.03.2020, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce et droit au bail s'élèvent respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

Règles et méthodes comptables

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a cédé la totalité des titres de participations qu'elle détenait sur la société Métravib Défence au profit de sa société mère, Acoem Group.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste "provision pour risques et charges" figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31.03.2020 pour un montant de 3 274 030 Euros dont 357 746 Euros au titre des garanties clients, 20 091 Euros pour des pertes de change, 2 005 176 Euros au titre des indemnités de départ à la retraite et 891 017 Euros pour d'autres risques et charges.

Règles et méthodes comptables

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31.03.2020.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

*** Comparabilité des exercices :**

Suite à l'opération d'apport partiel d'actifs d'une branche autonome d'activité de la société Acoem France vers la société Métravib Defence en date d'effet au 01.10.2018, les exercices ne sont pas comparables en termes d'activité et de résultats.

*** Convention d'intégration fiscale :**

Depuis le 01.01.2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôt réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société redeviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31.03.2020 s'élève à + 2 864 324 Euros.

*** Consolidation des comptes :**

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la société SAS Bruno Rousset (Siren 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 LYON Cedex) et fait l'objet d'un consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

*** Rémunérations des organes d'administration, de direction :**

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

*** Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture de l'exercice :**

En date du 30 janvier 2020 l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020. En raison de ces mesures de confinement, l'activité de l'entreprise est perturbée et notre structure continue son activité mais avec un fort ralentissement du niveau habituel d'affaires.

Compte tenu de l'évolution de la situation à la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité d'appréhender avec exactitude l'ensemble des éléments pouvant impacter les comptes de l'exercice 2021. Néanmoins malgré les impacts pouvant survenir cela ne devrait pas remettre pas en cause la continuité d'exploitation grâce aux leviers économiques mis en oeuvre à ce jour compte tenu des informations disponibles à la date d'arrêté des présents comptes annuels. La société Acoem France a notamment obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) auprès de son pool bancaire.

Règles et méthodes comptables

A l'exception de l'évènement mentionné ci-dessus, aucun autre évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

*** Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 38 557 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 38 557 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros.

*** Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31.03.2020 et s'élèvent à 2 005 176 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figure donc pas en engagements hors bilan).

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 1,35 %
- turn over : table sur 5 ans
- Age conventionnel de départ : 60 - 67 ans
- Conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- Taux moyen de charges sociales - cadres : 42,70 %
- Taux moyen de charges sociales - non cadres : 35,29 %

*** Autres informations :**

Au cours de cet exercice, sont survenus les évènements suivants :

- Changement de dénomination sociale

La société a changé de dénomination sociale pour devenir Acoem France au lieu de 01DB-Métravib.

- Transfert de salariés

Des salariés de la société Acoem France ont été transférés à la société mère, Acoem Group.

- Cession bien immobilier

La société Acoem France a cédé un bien immobilier situé sur la commune de Limonest (69 - Rhône).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	446 073			446 073
- Fonds commercial	2 721 151			2 721 151
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 021 652	20 125	2 975	3 038 802
Immobilisations incorporelles	6 188 875	20 125	2 975	6 206 025
- Terrains	7 856			7 856
- Constructions sur sol propre	893 754		849 353	44 400
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	199 607		45 203	154 404
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 966 186	59 225	116 736	3 908 674
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 220 850	11 893	515 814	716 929
- Matériel de transport	3 580			3 580
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	716 349	26 520		742 870
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		40 100	33 954	6 146
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 008 181	137 738	1 561 061	5 584 859
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 615 987		2 614 837	1 150
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 139 536	67 504	3 350 272	856 768
Immobilisations financières	6 755 523	67 504	5 965 109	857 918
ACTIF IMMOBILISE	19 952 580	225 367	7 529 145	12 648 802

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	20 125	137 738	67 504	225 367
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	20 125	137 738	67 504	225 367
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		35 120		35 120
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	2 975	1 525 941	5 965 109	7 494 025
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	2 975	1 561 061	5 965 109	7 529 145

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	446 073			446 073
- Fonds commercial	952 186			952 186
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 701 410	186 103		2 887 514
Immobilisations incorporelles	4 099 670	186 103		4 285 773
- Terrains	7 856			7 856
- Constructions sur sol propre	281 384	28 749	304 028	6 105
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	94 671	15 832	20 956	89 547
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 464 468	251 486	109 989	3 605 966
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 108 745	47 687	497 533	658 899
- Matériel de transport	927	1 358		2 285
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	605 780	62 890		668 670
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 563 831	408 002	932 506	5 039 327
ACTIF IMMOBILISE	9 663 500	594 105	932 506	9 325 100

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 26 928 398 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	754 273	11 616	742 657
Autres	102 495		102 495
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	15 962 738	15 962 738	
Autres	9 555 064	2 555 064	7 000 000
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	553 828	553 828	
Total	26 928 398	19 083 246	7 845 152
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	1 124 873
CLIENTS FAE THAILANDE	197 107
CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR	110 040
FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR	70 527
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	287 792
Total	1 790 339

- Au montant indiqué ci-dessus, il convient de rajouter 40 923 Euros (Formation continue) et 22 492 Euros (Taxe d'apprentissage), soit un montant total de "produits à recevoir" de 1 853 755 Euros.

Capitaux propres**Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euro décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 221 883	6,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 221 883	6,00

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 16/07/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	31 338
Résultat de l'exercice précédent	2 874 105
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	2 905 444
Affectations aux réserves	
Distributions	2 874 105
Autres répartitions	
Report à Nouveau	31 338
Total des affectations	2 905 444

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2020
Capital	7 331 298				7 331 298
Primes d'émission	1 216 625				1 216 625
Réserve légale	733 129				733 129
Réserves réglementées	7 305 664			6 650 725	654 940
Report à Nouveau	31 338	31 338	31 338	31 338	31 338
Résultat de l'exercice	2 874 105	-2 874 105	2 664 356	2 874 105	2 664 356
<i>Dividendes</i>		2 874 105			
Provisions réglementées	113 623		113 623		227 246
Total Capitaux Propres	19 605 782	31 338	2 809 318	9 556 168	12 858 932

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	113 623	113 623		227 246
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	113 623	113 623		227 246
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		113 623		

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients	397 032	1 865	41 151		357 746
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	26 473	20 091	26 474		20 091
Pensions et obligations similaires	1 999 304	36 295	30 423		2 005 176
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	161 062	729 955			891 017
Total	2 583 872	788 206	98 048		3 274 030
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		768 115	71 574		
Financières		20 091	26 473		
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 854 687 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	118 125	118 125		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	282 623	282 623		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 076 253	7 076 253		
Dettes fiscales et sociales	6 801 320	5 663 833	1 137 487	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	14 277	14 277		
Produits constatés d'avance	1 562 090	1 562 090		
Total	15 854 687	14 717 200	1 137 487	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	198 750			
(**) Dont envers les associés	32			

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU	657 383
FNP NON COLLECTIF	1 473 796
FNP NON COLLECTIF THAILANDE	1 511
CONGES A PAYER	1 107 973
PROVISION JRJT	2 619
PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	753 304
PROV POUR PARTICIPATION	383 579
INTERESSEMENT SALARIES	216 994
PROV.PRIMES A PAYER	248 918
PROV.PRIMES ENCADREMENT	398 006
CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE	565 066
ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE	44
CONTRIBUTION LOGEMENT	67 033
CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER	301 799
ETAT - AUTRES CHARGES PAYER	207 610
ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE	334
Total	6 385 969

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	551 023		
CHARGES D AVANCE THAILANDE	2 805		
Total	553 828		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	1 562 090		
Total	1 562 090		

Chiffre d'affaires**Répartition par marché géographique**

	31/03/2020
CA réalisé en France	21 675 544
CA réalisé à l'Etranger	18 257 370
TOTAL	39 932 914

Charges et produits d'exploitation et financiers**Transferts de charges d'exploitation et financières**

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOIT	85 148	
79105000 - REMBOURSEMENT ASSURANCE	1 816	
	86 964	
Total	86 964	

Charges et Produits exceptionnels**Résultat exceptionnel****Opérations de l'exercice**

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	3 380 889	
Autres charges	1 105	
Amortissements dérogatoires	113 623	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		20 539
Produits des cessions d'éléments d'actif		5 417 805
Autres produits		38 976
TOTAL	3 495 617	5 477 320

Effectif

Effectif présent au 31.03.2020 :

- Statut Cadre : 133 personnes
- Statut Non Cadre : 112 personnes

Engagements financiers**Engagements donnés**

	Montant en Euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	171 023
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Garantie de bonne exécution ou de bonne fin</i>	<i>119 280</i>
<i>Garantie de restitution d'acomptes clients</i>	<i>57 500</i>
<i>Garantie de dispense de retenue de garantie</i>	<i>513 131</i>
<i>Nantissement donné</i>	<i>420 161</i>
Autres engagements donnés	1 110 072
Total	1 281 095
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en Euro
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Ligne de découvert non utilisée</i>	-1 150
<i>Crédits documentaires</i>	43 840
Autres engagements reçus	42 690
Total	42 690
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				472 295	472 295
Cumul exercices antérieurs				211 685	211 685
Dotations de l'exercice				89 642	89 642
Amortissements				301 327	301 327
Cumul exercices antérieurs				215 584	215 584
Exercice				90 571	90 571
Redevances payées				306 155	306 155
A un an au plus				82 134	82 134
A plus d'un an et cinq ans au plus				88 889	88 889
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				171 023	171 023
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle					
Montant pris en charge dans l'exercice				90 571	90 571

ACOEM France

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 331 298 €
Siège social : 200 Chemin des Ormeaux – 69760 LIMONEST

409 869 708 RCS LYON

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 30 SEPTEMBRE 2020

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT de l'exercice clos le 31 mars 2020

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2020 s'élevant à 2 664 356 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 2 664 356 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 2 695 694 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE	DIVIDENDE ARRONDI PAR TITRE	MONTANT ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 %	MONTANT <u>NON</u> ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 %
31.03.2019	6 910 000 €	5,655 €	0 €	6 910 000 €
31.03.2018	3 600 000 €	2,95 €	0 €	3 600 000 €
31.03.2017	2 600 000 €	2,13 €	2,13 €	2 599 997,87 €

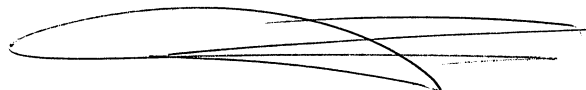
« Certifié conforme »

La Présidente

ACOEM GROUP

Pour Fcom Consulting, Présidente

M. Fabien CONDEMINE





ACOEM FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

MAZARS

SIEGE SOCIAL : LE PREMIUM - 131, BOULEVARD STALINGRAD - 69624 VILLEURBANNE CEDEX
TEL : +33 (0) 4 26 84 52 52 - FAX : +33 (0) 4 26 84 52 59

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE LYON
ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
CAPITAL DE 5.986.008 EUROS - RCS LYON 351 497 649

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 7.331.298 €

Siège social : 200 Chemin des Ormeaux 69760 LIMONEST

R.C.S : LYON 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué en annexe dans le paragraphe « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats de longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 juillet 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

ACOEM FRANCE

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 mars 2020

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 15 septembre 2020

Le commissaire aux comptes

MAZARS



Paul-Armel JUNNE

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/03/2020	Net 31/03/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	446 073	446 073		
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	3 035 302	2 887 514	147 788	317 267
Fonds commercial (1)	2 721 151	1 592 472	1 128 678	1 128 678
Autres immobilisations incorporelles	3 500		3 500	2 975
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 856	7 856		
Constructions	198 804	95 652	103 152	717 306
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 908 674	3 605 966	302 709	501 717
Autres immobilisations corporelles	1 463 379	1 329 854	133 525	225 328
Immobilisations corporelles en cours	6 146		6 146	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	1 150		1 150	2 615 987
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	754 273		754 273	807 675
Autres immobilisations financières	102 495		102 495	41 057
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 648 802	9 965 386	2 683 416	6 357 990
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	2 176 936	583 756	1 593 179	2 059 115
En-cours de production (biens et services)	467 670		467 670	394 473
Produits intermédiaires et finis	1 379 365	400 803	978 562	1 394 734
Marchandises	583 260	255 104	328 156	446 871
Avances et acomptes versés sur commandes	36 039		36 039	112 280
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	15 962 738	3 847 113	12 115 625	14 086 008
Autres créances	9 555 064		9 555 064	9 523 265
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	4 281 727		4 281 727	7 809 688
Charges constatées d'avance (3)	553 828		553 828	769 267
TOTAL ACTIF CIRCULANT	34 996 627	5 086 777	29 909 850	36 595 701
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	20 091		20 091	26 473
TOTAL GENERAL	47 665 520	15 052 163	32 613 357	42 980 164
(1) Dont droit au bail			58 429	58 429
(2) Dont à moins d'un an (brut)			11 616	
(3) Dont à plus d'un an (brut)			7 000 000	

	31/3/2020	31/3/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	7 331 298	7 331 298
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 216 625	1 216 625
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	733 129	733 129
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	654 940	7 305 664
Autres réserves		
Report à nouveau	31 338	31 338
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 664 356	2 874 105
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	227 246	113 623
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12 858 932	19 605 782
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	38 966	38 966
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	38 966	38 966
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 268 854	584 567
Provisions pour charges	2 005 176	1 999 304
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 274 030	2 583 871
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	118 125	316 875
Emprunts et dettes financières diverses (3)	282 623	2 869
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	569 422	241 606
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 076 253	7 814 119
Dettes fiscales et sociales	6 801 352	7 881 988
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 244	2 849 421
Produits constatés d'avance (1)	1 562 090	1 634 602
TOTAL DETTES	16 424 109	20 741 480
Ecart de conversion passif	17 321	10 066
TOTAL GENERAL	32 613 357	42 980 164
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 137 487	20 381 748
(1) Dont à moins d'un an (a)	15 060 258	118 125
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/3/2020	31/3/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	1 400 851	1 053 192	2 454 043	2 462 555
Production vendue (biens)	7 487 230	14 939 916	22 427 146	23 638 316
Production vendue (services)	12 787 464	2 264 262	15 051 726	14 556 255
Chiffre d'affaires net	21 675 544	18 257 370	39 932 914	40 657 126
Production stockée			-283 090	47 810
Production immobilisée			33 954	65 820
Subventions d'exploitation			233 017	44 413
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			217 888	1 230 054
Autres produits			2 025 315	708 202
Total produits d'exploitation (I)			42 159 998	42 753 425
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			1 852 566	2 211 709
Variations de stock			118 386	188 483
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 397 817	6 210 982
Variations de stock			330 280	-489 727
Autres achats et charges externes (a)			14 021 928	10 687 358
Impôts, taxes et versements assimilés			954 958	1 012 483
Salaires et traitements			11 572 483	13 237 357
Charges sociales			6 106 412	6 669 913
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			594 107	680 916
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			561 982	274 101
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			768 115	287 009
Autres charges			165 065	158 966
Total charges d'exploitation (II)			41 444 099	41 129 550
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			715 899	1 623 875
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			69 379	84 397
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			52 710	58 940
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			26 473	3 015
Différences positives de change			43 761	127 020
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			192 323	273 372
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			20 091	26 473
Intérêts et charges assimilées (4)			40	3 702
Différences négatives de change			109 005	127 263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			129 136	157 438
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			63 187	115 934
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			779 086	1 739 808

Compte de résultat (suite)

	31/3/2020	31/3/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	20 539	
Sur opérations en capital	5 456 781	107 804
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	5 477 320	107 805
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 381 994	112 944
	113 623	113 623
Total charges exceptionnelles (VIII)	3 495 617	226 567
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	1 981 703	-118 763
Participation des salariés aux résultats (IX)	383 579	
Impôts sur les bénéfices (X)	-287 147	
		-1 253 059
Total des produits (I+III+V+VII)	47 829 641	43 134 601
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	45 165 285	40 260 496
BENEFICE OU PERTE	2 664 356	2 874 105
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	90 989	81 771
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	99 184	151 357
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2020, dont le total est de 32 613 357 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 664 356 Euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 31/03/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au cours de cet exercice sont survenus les événements suivants :

- la société Acoem France a cédé la totalité des titres de participations qu'elle détenait sur la société Métravib Defence au profit de sa société mère, Acoem Group.
- La société Acoem France a cédé un bien immobilier situé sur la commune de Limonest (69 - Rhône).

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.03.2020 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2018-07 du 10 décembre 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31.03.2020, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce et droit au bail s'élèvent respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

Règles et méthodes comptables

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a cédé la totalité des titres de participations qu'elle détenait sur la société Métravib Défence au profit de sa société mère, Acoem Group.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste "provision pour risques et charges" figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31.03.2020 pour un montant de 3 274 030 Euros dont 357 746 Euros au titre des garanties clients, 20 091 Euros pour des pertes de change, 2 005 176 Euros au titre des indemnités de départ à la retraite et 891 017 Euros pour d'autres risques et charges.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31.03.2020.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

* Comparabilité des exercices :

Suite à l'opération d'apport partiel d'actifs d'une branche autonome d'activité de la société Acoem France vers la société Métravib Defence en date d'effet au 01.10.2018, les exercices ne sont pas comparables en termes d'activité et de résultats.

* Convention d'intégration fiscale :

Depuis le 01.01.2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôt réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société redeviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31.03.2020 s'élève à + 2 864 324 Euros.

* Consolidation des comptes :

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la société SAS Bruno Rousset (Siren 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 LYON Cedex) et fait l'objet d'un consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

* Rémunérations des organes d'administration, de direction :

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

* Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture de l'exercice :

En date du 30 janvier 2020 l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020. En raison de ces mesures de confinement, l'activité de l'entreprise est perturbée et notre structure continue son activité mais avec un fort ralentissement du niveau habituel d'affaires.

Compte tenu de l'évolution de la situation à la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité d'appréhender avec exactitude l'ensemble des éléments pouvant impacter les comptes de l'exercice 2021. Néanmoins malgré les impacts pouvant survenir cela ne devrait pas remettre pas en cause la continuité d'exploitation grâce aux leviers économiques mis en oeuvre à ce jour compte tenu des informations disponibles à la date d'arrêté des présents comptes annuels. La société Acoem France a notamment obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) auprès de son pool bancaire.

Règles et méthodes comptables

A l'exception de l'évènement mentionné ci-dessus, aucun autre évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

*** Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 38 557 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 38 557 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros.

*** Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31.03.2020 et s'élèvent à 2 005 176 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figure donc pas en engagements hors bilan).

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 1,35 %
- turn over : table sur 5 ans
- Age conventionnel de départ : 60 - 67 ans
- Conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- Taux moyen de charges sociales - cadres : 42,70 %
- Taux moyen de charges sociales - non cadres : 35,29 %

*** Autres informations :**

Au cours de cet exercice, sont survenus les évènements suivants :

- Changement de dénomination sociale

La société a changé de dénomination sociale pour devenir Acoem France au lieu de 01DB-Métravib.

- Transfert de salariés

Des salariés de la société Acoem France ont été transférés à la société mère, Acoem Group.

- Cession bien immobilier

La société Acoem France a cédé un bien immobilier situé sur la commune de Limonest (69 - Rhône).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	446 073			446 073
- Fonds commercial	2 721 151			2 721 151
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 021 652	20 125	2 975	3 038 802
Immobilisations incorporelles	6 188 875	20 125	2 975	6 206 025
- Terrains	7 856			7 856
- Constructions sur sol propre	893 754		849 353	44 400
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	199 607		45 203	154 404
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 966 186	59 225	116 736	3 908 674
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 220 850	11 893	515 814	716 929
- Matériel de transport	3 580			3 580
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	716 349	26 520		742 870
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		40 100	33 954	6 146
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 008 181	137 738	1 561 061	5 584 859
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 615 987		2 614 837	1 150
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 139 536	67 504	3 350 272	856 768
Immobilisations financières	6 755 523	67 504	5 965 109	857 918
ACTIF IMMOBILISE	19 952 580	225 367	7 529 145	12 648 802

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	20 125	137 738	67 504	225 367
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	20 125	137 738	67 504	225 367
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		35 120		35 120
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	2 975	1 525 941	5 965 109	7 494 025
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	2 975	1 561 061	5 965 109	7 529 145

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	446 073			446 073
- Fonds commercial	952 186			952 186
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 701 410	186 103		2 887 514
Immobilisations incorporelles	4 099 670	186 103		4 285 773
- Terrains	7 856			7 856
- Constructions sur sol propre	281 384	28 749	304 028	6 105
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	94 671	15 832	20 956	89 547
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 464 468	251 486	109 989	3 605 966
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 108 745	47 687	497 533	658 899
- Matériel de transport	927	1 358		2 285
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	605 780	62 890		668 670
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 563 831	408 002	932 506	5 039 327
ACTIF IMMOBILISE	9 663 500	594 105	932 506	9 325 100

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 26 928 398 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	754 273	11 616	742 657
Autres	102 495		102 495
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	15 962 738	15 962 738	
Autres	9 555 064	2 555 064	7 000 000
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	553 828	553 828	
Total	26 928 398	19 083 246	7 845 152
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	1 124 873
CLIENTS FAE THAILANDE	197 107
CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR	110 040
FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR	70 527
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	287 792
Total	1 790 339

- Au montant indiqué ci-dessus, il convient de rajouter 40 923 Euros (Formation continue) et 22 492 Euros (Taxe d'apprentissage), soit un montant total de "produits à recevoir" de 1 853 755 Euros.

Capitaux propres**Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euro décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 221 883	6,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 221 883	6,00

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 16/07/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	31 338
Résultat de l'exercice précédent	2 874 105
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	2 905 444
Affectations aux réserves	
Distributions	2 874 105
Autres répartitions	
Report à Nouveau	31 338
Total des affectations	2 905 444

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2020
Capital	7 331 298				7 331 298
Primes d'émission	1 216 625				1 216 625
Réserve légale	733 129				733 129
Réserves réglementées	7 305 664			6 650 725	654 940
Report à Nouveau	31 338	31 338	31 338	31 338	31 338
Résultat de l'exercice	2 874 105	-2 874 105	2 664 356	2 874 105	2 664 356
<i>Dividendes</i>		2 874 105			
Provisions réglementées	113 623		113 623		227 246
Total Capitaux Propres	19 605 782	31 338	2 809 318	9 556 168	12 858 932

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	113 623	113 623		227 246
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	113 623	113 623		227 246
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		113 623		

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients	397 032	1 865	41 151		357 746
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	26 473	20 091	26 474		20 091
Pensions et obligations similaires	1 999 304	36 295	30 423		2 005 176
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	161 062	729 955			891 017
Total	2 583 872	788 206	98 048		3 274 030
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		768 115	71 574		
Financières		20 091	26 473		
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 854 687 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	118 125	118 125		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	282 623	282 623		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 076 253	7 076 253		
Dettes fiscales et sociales	6 801 320	5 663 833	1 137 487	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	14 277	14 277		
Produits constatés d'avance	1 562 090	1 562 090		
Total	15 854 687	14 717 200	1 137 487	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	198 750			
(**) Dont envers les associés	32			

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU	657 383
FNP NON COLLECTIF	1 473 796
FNP NON COLLECTIF THAILANDE	1 511
CONGES A PAYER	1 107 973
PROVISION JRJT	2 619
PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	753 304
PROV POUR PARTICIPATION	383 579
INTERESSEMENT SALARIES	216 994
PROV.PRIMES A PAYER	248 918
PROV.PRIMES ENCADREMENT	398 006
CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE	565 066
ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE	44
CONTRIBUTION LOGEMENT	67 033
CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER	301 799
ETAT - AUTRES CHARGES PAYER	207 610
ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE	334
Total	6 385 969

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	551 023		
CHARGES D AVANCE THAILANDE	2 805		
Total	553 828		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	1 562 090		
Total	1 562 090		

Chiffre d'affaires**Répartition par marché géographique**

	31/03/2020
CA réalisé en France	21 675 544
CA réalisé à l'Etranger	18 257 370
TOTAL	39 932 914

Charges et produits d'exploitation et financiers**Transferts de charges d'exploitation et financières**

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOIT	85 148	
79105000 - REMBOURSEMENT ASSURANCE	1 816	
	86 964	
Total	86 964	

Charges et Produits exceptionnels**Résultat exceptionnel****Opérations de l'exercice**

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	3 380 889	
Autres charges	1 105	
Amortissements dérogatoires	113 623	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		20 539
Produits des cessions d'éléments d'actif		5 417 805
Autres produits		38 976
TOTAL	3 495 617	5 477 320

Effectif

Effectif présent au 31.03.2020 :

- Statut Cadre : 133 personnes
- Statut Non Cadre : 112 personnes

Engagements financiers**Engagements donnés**

	Montant en Euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	171 023
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Garantie de bonne exécution ou de bonne fin</i>	<i>119 280</i>
<i>Garantie de restitution d'acomptes clients</i>	<i>57 500</i>
<i>Garantie de dispense de retenue de garantie</i>	<i>513 131</i>
<i>Nantissement donné</i>	<i>420 161</i>
Autres engagements donnés	1 110 072
Total	1 281 095
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en Euro
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Ligne de découvert non utilisée</i>	-1 150
<i>Crédits documentaires</i>	43 840
Autres engagements reçus	42 690
Total	42 690
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				472 295	472 295
Cumul exercices antérieurs				211 685	211 685
Dotations de l'exercice				89 642	89 642
Amortissements				301 327	301 327
Cumul exercices antérieurs				215 584	215 584
Exercice				90 571	90 571
Redevances payées				306 155	306 155
A un an au plus				82 134	82 134
A plus d'un an et cinq ans au plus				88 889	88 889
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				171 023	171 023
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle					
Montant pris en charge dans l'exercice				90 571	90 571